

**LA NATION
EST EN DANGER :**

**UNE CRISE SECURITAIRE
AIGUE, UN PROCESSUS
ELECTORAL NON FIABLE
ET UNE SITUATION
SOCIALE EXPLOSIVE**



**DECLARATION POLITIQUE
N°001/ADCP/PRES/2023 DU 27 AVRIL 2023
SUR LA SITUATION DE L'HEURE EN
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

Corneille NANGAA YOBELUO
Président du Parti *J*



**LA NATION EST EN DANGER : UNE CRISE SECURITAIRE AIGUE,
UN PROCESSUS ELECTORAL NON FIABLE ET UNE SITUATION
SOCIALE EXPLOSIVE**

01. Ayant passé au peigne fin la situation globale du pays, l'Action pour la Dignité du Congo et de son peuple (ADCP) constate avec regret que des tueries à grande échelle se poursuivent et s'intensifient dans les provinces déjà longtemps martyrisées de l'Est (Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu et les Uélé) et s'étendent dans la partie Ouest du pays, précisément à Kwamouth, dans la province du Mai Ndombe.

02. Les stratégies déployées par le Gouvernement pour endiguer l'insécurité se sont avérées, les unes après les autres, infructueuses et inefficaces, sans aucun impact qui vaille.

03. La première d'entre elles, à savoir la proclamation de l'état de siège dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri, est à l'évidence un échec patent que le Gouvernement s'entête à ne pas assumer.

04. Pendant que le pays traverse cette crise sécuritaire aigüe, les institutions publiques broient du noir avec des impaiements quasi généralisés tant à Kinshasa que dans les provinces, alors qu'on claironne les performances budgétaires et embellies financières.

05. Les derniers incendies meurtriers au Lycée Mwanga de Kolwezi et à la prison centrale de Bukavu illustrent l'état comateux du système de gouvernance du pays.

Tout donne à penser qu'il y a démission de l'Etat.

06. Bien plus, le spectacle offert par les tenants du pouvoir dénote d'une régression historico-idéologique grave faisant de l'adhésion à une plate-forme politique, fait privé selon la loi, la condition sine qua non de survie politique et de garantie d'avenir.



07. *En sont victimes, les cadres de l’administration, les chefs d’entreprises publiques, les autorités politico-administratives, les élus nationaux et provinciaux ainsi que d’autres agents publics. Un coup aux odeurs de caporalisation de nos concitoyens par l’institutionnalisation d’un fait privé, stratagème qui rappelle les pages sombres du MPR Parti-Etat.*

08. *Au moment où nous venons de célébrer, le 24 avril dernier, le trente-troisième (33^{ème}) anniversaire de la date historique de l’ouverture démocratique dans notre pays, cette caporalisation tous azimuts des institutions de la République et de certains corps constitués pour des besoins électoralistes est ignominieuse pour la Nation.*

09. *Par ailleurs, la République est embarquée dans une aventure électorale sans lendemain, truffée d’incertitudes, avec une CENI monocolore et partisane, et dont les premières évaluations d’observation ne rassurent nullement le peuple congolais.*

10. *Les élections sont ainsi mal engagées et plombées d’avance, au regard des insuffisances technico-structurelles largement documentées par des experts patentés et des organismes crédibles engagés dans l’observation électorale.*

11. *Pour ne citer qu’elle, l’opération d’identification et d’enrôlement des électeurs est jugée chaotique et opaque, avec des statistiques artificielles et creuses.*

12. *Entretemps, sur le terrain, se déroulent des opérations militaires conjointes, notamment, entre les armées ougandaise et congolaise en Ituri et dans le territoire de Béni (Nord Kivu), pendant que, dans la même zone, sont présentes : la Brigade d’intervention de la MONUSCO, les différentes forces de la Communauté des Etats de l’Afrique de l’Est (EAC) et les groupes armés nationaux et étrangers.*

13. *Cette situation fait de la région une potentielle poudrière aux conséquences incalculables.*

14. Au demeurant, alors que l'intervention des forces de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC) avait suscité un grand espoir, auprès des populations de voir enfin le bout du tunnel dans ce cycle de violences dont elles font les frais, le constat est désolant et appelle à une prise de conscience générale.

Au regard de ce qui précède :

15. L'Action pour la Dignité du Congo et de son Peuple (ADCP) s'insurge contre la léthargie inqualifiable et l'immobilisme dont fait montre la Force régionale de l'EAC dans sa phase opérationnelle, depuis son déploiement par échelonnage sur le sol congolais, sans apporter des résultats escomptés dans la vie des populations qui ne savent plus à quel saint se vouer.

16. L'ADCP est extrêmement préoccupée par le flou artistique qui entoure aussi bien le mandat, la mission que le financement de la Force militaire de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC) et interpelle le Gouvernement de la République afin de clarifier cette dimension de notre engagement dans cette Force.

17. L'ADCP dénonce l'imbroglio autour des différentes attentes de contribution à ladite Force ; la désagrégation du mécanisme de prise en charge de celle-ci ; la cacophonie criante dans la recherche des financements ; le caractère personnalisé de la mobilisation des fonds par pays et l'obscurité entretenue au sujet de la contrepartie attendue des différents Etats contributeurs en tant que parties prenantes.

18. L'ADCP craint que la Force EAC, qui a du mal à payer son personnel d'appoint depuis cinq (5) mois à Goma et à faire face aux défis logistiques qui s'imposent à elle, ne parvienne à couvrir toutes les charges financières liées aux opérations militaires de terrain.



19. **L'ADCP** interpelle expressément le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Congo sur les véritables effets de sa communication (conférence de presse) du 13 février 2023 selon laquelle la RDC avait fourni une contribution substantielle au budget de la Force régionale, sans en préciser le montant exact, sur un budget global qui s'élèverait (à en croire le magazine Jeune Afrique) à pas moins de 100 millions de dollars pour six mois.

20. Outre les fonds disponibilisés par les pays membres pour lancer le déploiement de la Force, la demande à l'Union Européenne n'a toujours pas été actionnée nonobstant le plaidoyer du Président français en faveur d'un financement de la Facilité Européenne pour la Paix (FEP) en soutien au déploiement kényan. Il est étonnant de constater qu'aucune demande formelle n'a été décidée par le Gouvernement congolais jusqu'à ce jour.

21. **L'ADCP** se fait l'obligation de rappeler ci-après les besoins de financement des différentes forces de l'EAC en déploiement à l'Est de la République Démocratique du Congo qui se présentent de la manière suivante (source Jeune Afrique) :

- Kenya : 113,2 millions d'euros pour ses 904 militaires ;
- Sud-Soudan : 40 millions d'euros pour ses 300 militaires ;
- Burundi : 107,1 millions d'euros pour ses 900 militaires.

C'est pourquoi, face à l'attitude apathique du Gouvernement qui s'évertue à s'endormir dans les délices de Capoue, l'ADCP recommande :

- Le retrait pur et simple de cette Force de l'ensemble du territoire de la République Démocratique du Congo. Car, non seulement la Force militaire régionale de l'EAC a montré ses limites dans la stabilisation de la situation sur le terrain, mais aussi, elle a fait preuve, à plusieurs reprises, de sa connivence avec l'ennemi. Ce retrait n'entraînant pas forcément la remise en cause de l'adhésion de la RDC à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC).



- La canalisation des fonds de la RDC vers le renforcement des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) en vue de finaliser le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S) déjà en cours et rétablir valablement l'autorité de l'Etat dans les espaces à problème.
- La mobilisation générale du Peuple Congolais ainsi que toute sa classe politique et sociale afin d'endiguer définitivement l'insécurité, ouvrir les voies de communication interprovinciales, organiser le retour des déplacés/réfugiés et accélérer le développement économique des provinces affectées par la guerre.
- Mettre fin à l'état de siège qui n'a donné aucun résultat et dont les animateurs sont contestés par la population.
- Repenser toute la gouvernance électorale en tirant les leçons de la qualité grandement questionnable de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs et offrir à la Nation des élections d'un bon niveau professionnel dont les valeurs de transparence et d'inclusivité constitueront le socle d'acceptabilité par le peuple congolais.
- La reconquête de l'indépendance politique des institutions républicaines, en respectant le principe de séparation des pouvoirs consacré par la Constitution et en rendant à chaque citoyen sa dignité.
- Tout cela étant donné, l'ADCP appelle la population Congolaise, dans toute sa diversité ethnique, culturelle, politique et sociale (i) à la cohésion, (ii) à la vigilance et (iii) à l'action afin de garantir la deuxième alternance démocratique tant souhaitée et apporter le vrai changement tant attendu.



Corneille NANGAA YOBELUO
Président